

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne** TROYES, le 25/09/2025

**Nos réf. :** SAU/NC/MI n° 25 - 541

**Affaire suivie par :** Nathan CHAUVIN  
nathan.chauvin@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. :** 03 51 37 61 76

**Courriel :** [ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud10-52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAICA PAPER FRANCE**

3 cours Baron Thénard  
Zone Industrielle Les Guignons  
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702721

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 septembre 2025 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle Les Guignons, 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 05 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée suite à un signalement en date du 05 septembre 2025 de la société POK, décrivant des sons et des tremblements anormaux susceptibles de provenir des installations de la société SAICA.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377

10025 TROYES cedex

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAICA PAPER FRANCE
- 3 cours Baron Thénard - Zone Industrielle Les Guignons - 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702721
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAICA PAPER FRANCE exploite sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE un site de fabrication de papier pour carton ondulé de faible grammage à partir de balle PCR (Papier Carton Recyclé). L'exploitant a également récemment mis en fonctionnement une chaudière biomasse (refus/bois B) afin de réduire sa consommation d'énergie fossile. Cette nouvelle chaudière a été autorisée en 2023.

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 7.1.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis n'ont pas permis d'identifier clairement l'origine des nuisances ressenties au sein de la société POK.

L'exploitant a pris les engagements suivants concernant cette problématique :

- procéder à des analyses de vibrations lors du contrôle d'impact sonore programmé fin septembre 2025 ;
- répondre aux sollicitations de la société POK et de leur proposer une rencontre pour échanger sur la problématique.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2017, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des émissions dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 05 septembre 2025, l'inspection des installations classées a reçu un signalement de la société POK concernant des bruits stridents et des vibrations nouvellement ressenties au sein du site et possiblement originaires des installations de la société SAICA dont elle est voisine.</p>

Ce signalement inclut une liste non exhaustive des heures auxquelles ces vibrations se sont faites ressentir :

- 02/09/2025 à 8h15, 8h32, 9h08 ;
- 01/09/2025 à 8h04, 8h11, 8h39 ;
- 29/08/2025 à 8h03, 8h38, 10h12, 10h57, 11h41, 11h54, 13h09, 13h37, 14h19 ;
- 28/08/2025 à 8h16, 8h42 ;
- 26/08/2025 à 8h09, 8h41, 9h20 ;
- 25/08/2025 à 8h00 ;
- 20/08/2025 à 16h35.

**Informations collectées par téléphone auprès de la société POK le 05/09/2025 (avant la visite d'inspection) :**

- Les bruits stridents sont entendus par une partie du personnel administratif, en particulier les plus jeunes, à des heures variées.
- La durée des sons est de l'ordre de quelques secondes.
- Ces sons sont accompagnés de vibrations des murs.
- Ces désagréments ne sont pas ressentis dans le reste de l'usine, probablement du fait que les sons sont couverts par les activités d'assemblage.
- Des témoignages d'anciens personnels ayant fréquenté les usines SAICA indiquent que des bruits et vibrations étaient connus au sein de l'usine.
- Les sons sont apparus début août (avant les dates enregistrées transmises, relevées par le personnel administratif).
- Les données transmises concernant les heures d'apparition sont non-exhaustives et soumises aux heures de bureau du personnel entendant les sons.
- Des doutes sont émis sur de potentielles explosions associées au traitement des papiers.

**Visite d'inspection réalisée le 08/09/2025 chez SAICA PAPER :**

- Suite au signalement par l'inspection à l'exploitant des sons et vibrations perçus et à la transmission des horaires d'apparition de ces sons, l'exploitant a réalisé des investigations pour rechercher une potentielle source de bruit.
- Ces recherches se sont dirigées vers la nouvelle installation de combustion, mise en fonctionnement depuis le mois de juillet.
- La première hypothèse émise pour expliquer ces sons concernait un système de nettoyage par explosions de la chaudière. Toutefois, les phases associées à ces entretiens, réalisés environ tous les 4h, ne correspondent pas au signalement de la société POK.
- L'exploitant indique que le process associé à la chaudière est continu, restreignant la liste d'équipements susceptibles d'émettre des bruits et vibrations de façon intermittente.
- Parmi les équipements les plus émetteurs de vibrations, l'exploitant identifie notamment l'extracteur d'air de la chaudière, les pompes d'alimentation de cette dernière, les installations servant à cribler les mâchefers, ces systèmes fonctionnant en continu.
- Lors de la visite d'inspection, la trémie d'alimentation en sable de la chaudière est identifiée parmi les équipements susceptibles d'émettre du bruit de manière intermittente, ce dernier ayant émis ponctuellement un son de grincement.
- Toujours lors de la visite d'inspection, il a été identifié que le système de stockage de chaleur par injection de vapeur dans un volume d'eau fonctionnait de manière intermittente et était responsable d'un bruit significatif sur le site. L'exploitant s'est engagé lors de la visite d'inspection à comparer les horaires des sons perçus avec les phases de fonctionnement de cet équipement (et notamment ses phases de démarrage).

- L'exploitant a indiqué que le système de broyage associé aux déchets plastiques du site, situé à l'opposé des installations par rapport à la société POK, avait connu environ 4 dysfonctionnements depuis sa mise en fonctionnement en juillet, pouvant émettre du bruit inhabituel durant ces phases.
- Concernant le process existant, l'exploitant est conscient que ce dernier génère du bruit et des vibrations. Il déclare toutefois que le process fonctionne de façon continue, à l'exception de certains équipements générateur de vibrations tels que la bobineuse, et qu'il n'a pas procédé à de modification récente.
- Concernant les doutes sur des explosions associées au traitement des matières premières, l'exploitant indique que ce type de phénomène peut arriver mais qu'il est limité à environ trois évènements par an.
- L'exploitant déclare avoir été à l'origine de vibrations dues au tassement des sols durant la phase de travaux, en particulier au mois de juin. Toutefois, ces travaux se sont achevés avant l'apparition des bruits au sein des bâtiments de POK.
- L'exploitant déclare également avoir été à l'origine de vibrations début juillet, lors des essais associés à la mise en fonctionnement de la chaudière, du fait des ventilateurs de l'équipement. Il déclare toutefois avoir corrigé le problème depuis.
- L'exploitant indique que les analyses de bruits réglementaires associées à la mise en fonctionnement de la nouvelle chaudière sont prévues fin septembre. Il s'engage lors de la visite à essayer de procéder par la même occasion à des analyses de vibrations.
- L'exploitant a déclaré avoir reçu un signalement papier de la société POK, auquel il prévoit de répondre. Suite à la suggestion de l'inspection des installations classées à l'issue de la visite d'inspection, il informe par téléphone le 09/09/2025 qu'il proposera dans sa réponse à la société POK une rencontre pour échanger sur la problématique.

**Investigations réalisées chez POK, le 08/09/2025, après l'inspection chez SAICA PAPER :**

- Les employés concernés indiquent entendre par moment, sans régularité, des "ultra-sons" ressemblant aux bruits émis par certaines applications mobiles pour faire fuir les animaux.
- Ces sons durent généralement 2 à 3 secondes, mais peuvent parfois durer jusqu'à 15 secondes. Ils sont plus fréquents le matin.
- Depuis une semaine, les sons sont toujours entendus mais les vibrations des murs ne sont plus ressenties. La présence de ces vibrations des murs n'a pas ailleurs pas systématiquement été vérifiée au cours des événements signalés.
- Les bureaux concernés sont situés au premier étage du site, dans l'angle donnant à la fois sur les installations de la société SAICA PAPER et celles de la société SEDAC. L'accès au bureau se fait via une mezzanine donnant sur la zone d'assemblage du bâtiment.
- les murs des bureaux sont, au moins pour partie, constitués de tôles.
- Les salariés indiquent avoir l'impression que les bruits sont plus importants lorsque les fenêtres sont ouvertes, laissant penser qu'ils viennent de l'extérieur du bâtiment. Toutefois, ces bruits ne sont pas entendus durant les repas pris à l'extérieur le midi, du même côté du bâtiment que celui accueillant les fenêtres des bureaux.
- De nombreux appareils électriques sont présents dans les bureaux. A l'extérieur du site, un chariot électrique est présent sous les bureaux au sein desquels les sons sont entendus. Ce dernier fonctionne de manière intermittente en fonction des besoins de chargement.
- Des activités de test du matériel de défense incendie assemblé sont menées dans une autre partie du bâtiment. Toutefois, si ces dernières sont bruyantes, elles ne sont pas associées à des bruits stridents.

- La directrice du site a pris l'engagement de faire vérifier par un technicien de maintenance les appareils électriques susceptibles d'émettre des sons, parmi lesquels l'inspection des installations classées identifie notamment les équipements de climatisation des bureaux (et les éventuelles sondes de température associées) et le chariot électrique.

- L'inspection des installations classées a fait la demande au personnel entendant les sons de consigner les heures d'apparition de ces derniers, ainsi que de vérifier les éventuelles vibrations de murs associées. Il a également été demandé, si la durée du son le permettait, de vérifier que ces derniers sont plus intenses fenêtres ouvertes.

**Informations collectées par téléphone auprès de l'exploitant le 22/09/2025 :**

- L'exploitant confirme la possibilité de procéder aux analyses de vibrations en même temps que celles d'impact sonore du site.

- L'exploitant indique qu'aucune corrélation n'a été observée entre les phases d'utilisation de l'accumulateur de chaleur et les sons perçus au niveau du site de POK.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant suite à la visite d'inspection de compléter sa prochaine campagne d'analyse de bruit avec une campagne d'analyses de vibrations.

Les résultats des investigations menées par l'exploitant et de ses potentiels futurs échanges avec la société POK seront abordés lors de la prochaine visite d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite